

## LA GUERRE DANS LA PAIX : LA NOUVELLE ORIENTATION DES HOSTILITÉS



FRONT BOLCHEVIK FRONT ALLIÉ FRONT POLONAIS FRONT ALLEMAND FRONT TCHECOSLOVAQUE FRONT ROUMAIN FRONT ESTHONIEN

CARTE DE L'EUROPE CENTRALE MONTRANT LA DISPOSITION DES ARMÉES QUI SONT AUX PRISES OU EN CONFLIT LATENT

## BUTS BOLCHEVIKS

L'armée rouge constituée par Lénine et Trotsky a pour mission d'asservir par la force tous les territoires qui formaient l'ancien empire des tsars. C'est pourquoi elle bataille contre les Esthoniens et les Lithuaniens. C'est pour cette raison qu'elle a entrepris une série d'offensives : contre les Alliés devant Odessa, contre les troupes ukrainiennes de Petlura qui se retirent vers Kowno et Pskourow, et qu'elle résiste devant Vilna à la poussée victorieuse des Polonais.

## BUTS ESTHONIENS

Aussitôt après la signature de la paix de Brest-Litovsk, plusieurs provinces de l'ancien empire des Romanof se constituèrent en États indépendants. Ainsi firent l'Esthonie, la Livonie, la Lithuanie et l'Ukraine. Cette dernière, affaiblie par de multiples dissensions intestines, est en train de devenir la proie des bolcheviks. Les autres, par contre, luttent avec énergie contre les bandes de Lénine, qui cherchent à les absorber, mais qui, jusqu'ici, n'ont subi, d'une façon générale, que des échecs.

## BUTS POLONAIS

Les aspirations des Polonais sont de restaurer l'ancien royaume de Pologne dans son intégralité, c'est-à-dire de lui redonner les frontières qu'il possédait avant le premier traité de partage. Du côté de l'Allemagne, en Pologne, le but semble atteint dès à présent. Le conflit qui s'était élevé entre les Polonais et les Ukrainiens au sujet de Lemberg vient de prendre fin. La lutte continue seulement entre les armées polonaises et les bolcheviks, qui, battus partout, reculent après avoir abandonné Grodno et Pinsk.

## BUTS TCHECO-SLOVAQUES

La République tchéco-slovaque paraît avoir réalisé la plus grande partie de toutes ses aspirations territoriales. Elle réclame, en faisant valoir le point de vue historique, la Bohême, la Moravie, la Silésie et la Slovaquie. Il n'y a plus guère en litige que la région de Teschen, revendiquée aussi par les Polonais. Un armistice a été conclu entre les deux parties, en attendant qu'intervienne un accord définitif. L'armée tchéco-slovaque prend ses dispositions pour parer à toute surprise du côté hongrois.

## BUTS ROUMAINS

Le désir de la Roumanie est de constituer une Grande Roumanie, ses réclames territoriales étant étayées sur des arguments d'ordre ethnique, économique, militaire et historique. C'est ainsi qu'elle revendique, entre autres, la Transylvanie et la Bessarabie, habitées en majorité par des Roumains. Une partie de la Transylvanie est encore soumise au joug des Hongrois, dont les bandes irrégulières se livrent à des exactions fréquentes dans les villages qui n'ont pas échappé à leur oppression. La question du banat de Temesvar, demandé aussi par nos alliés, n'a pas encore reçu de solution.

## BUTS HONGROIS

Le Soviet nouvellement instauré à Budapest, et qui a fait cause commune avec les dictateurs de Moscou, s'efforce de créer une armée de volontaires formée à l'image de l'armée bolchevik, en vue de semer l'anarchie dans l'ancien empire des Habsbourgs, et d'empêcher les peuples opprimés par la monarchie dualiste de reprendre leur autonomie. Son rôle, dicté par les Allemands, est principalement de faire échec de son mieux à la politique de l'Entente.

LES BUTS DES ALLIÉS, RÉPARTIS EN EUROPE CENTRALE AU NOMBRE DE 850.000, CONSISTENT A ENRAYER LES LUTTES NOUVELLES



## RÉVÉLATIONS D'ENQUÊTE

UN DOCUMENT HISTORIQUE  
SUR LA BATAILLE DE LA MARNE

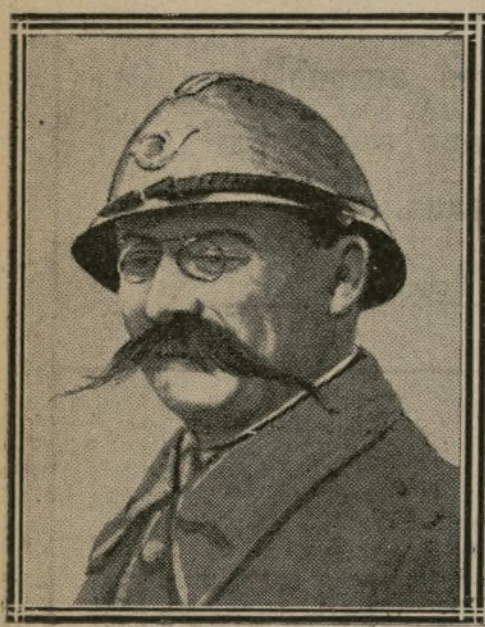
Il a été fourni par le général Messimy, ancien ministre de la Guerre, à la Commission d'enquête de Briey.

C'est dans la nuit du 24 au 25 août que fut décidée, par le ministre, la constitution de l'armée de Paris sous le commandement du général Gallieni.

Avant-hier la commission d'enquête sur Briey, avait convoqué le général Messimy, ancien ministre de la Guerre, pour lui poser un certain nombre de questions sur la manière dont avait été conçue la couverture de la région de Briey par les troupes françaises.

Malgré le silence gardé par les membres de la commission et le refus du général Messimy de se laisser interviewer, nous sommes en mesure de donner à nos lecteurs le compte rendu de la partie la plus intéressante de la déposition de l'ancien chef du Département de la guerre au moment de l'agression allemande en 1914.

Après avoir écouté les renseignements fournis par le général Messimy sur la ques-



LE GÉNÉRAL MESSIMY

tion de Briey, la commission d'enquête lui posa la question suivante :

*Savez-vous pourquoi, au milieu d'août, le grand quartier général n'a pas profité de ce que Briey n'était pas occupé par des forces ennemies importantes pour reprendre la ville et les mines avoisinantes ?*

Le général Messimy répondit alors que le principe adopté par le gouvernement avait été de laisser au grand quartier général français l'indépendance et la liberté les plus absolues au point de vue de la conduite des opérations. C'est ainsi que le gouvernement n'intervint nullement dans les opérations qui eurent lieu entre la déclaration de guerre et le 25 août 1914.

Et, laissant de côté la question de Briey, l'ancien ministre de la Guerre tint alors à apporter un éclaircissement complet sur les événements qui s'étaient déroulés pendant le premier mois des hostilités, et à fournir un document important pour l'histoire de la guerre.

« Je n'ai, a-t-il dit, en substance, violé qu'une seule fois le principe qui laissait au général en chef le soin de disposer en toute liberté de ses armées. Ce fut au lendemain

de la bataille de Charleroi. Le général Gallieni avait été jusqu'à ce jour mon conseiller technique.

« Dans la nuit du 24 au 25 août, à ce moment tragique où je recevais la confirmation de la défaite que venait de nous infliger les Allemands, où nous pouvions considérer comme inévitables la ruée des régiments allemands sur Paris et leur arrivée sous les murs de la capitale dans un délai de dix jours, j'examinai avec le général Gallieni les moyens de sauver Paris, car nous étions convaincus tous deux que la prise de la capitale de la France équivalait à la fin de la guerre et à la mort de notre pays.

« Après avoir confié au général le poste de gouverneur de Paris, sa nomination ne devant être officielle que le 26 août, et avoir constaté que la défense de la capitale n'était pas assurée, je décidai, en accord entier avec lui, d'adresser au général en chef l'ordre ci-dessous :

25 août, 5 heures du matin :  
Ordre au général commandant les armées du Nord-Est :

*Si la victoire ne couronne pas les efforts de nos armées, et si les armées sont réduites à la retraite, une armée de trois corps actifs au minimum devra être dirigée sur le camp retranché de Paris, pour en assurer la garde. Il sera rendu compte de la réception de cet ordre.*

Cet ordre, qui fut porté par un officier en automobile, et remis au grand quartier général, était accompagné d'une lettre d'envoi, dont voici un extrait :

*Ci-joint un ordre dont l'importance capitale ne vous échappera pas : ordre de donner à Paris une garnison minimum de trois corps d'armée actifs en boy état, en cas d'échec. Il va de soi que la ligne de retraite du reste de l'armée devrait être tout autre, et couvrir le Centre et le Sud de la France. Nous sommes décidés à la lutte à outrance et sans merci.*

Affectueux salut,  
MESSIMY.

Cet ordre a eu évidemment sur l'instruction générale du grand quartier général du 25 août 1914 au soir, et qui est à l'origine de la manœuvre de la Marne, une influence considérable. C'est la présence sous Paris d'une armée constituée à la hâte, soit avec des troupes venant de l'Est, soit avec la 45<sup>e</sup> division d'Afrique, que M. Messimy avait tenue en réserve au moment où elle débarquait, qui permit au général Gallieni de livrer et de gagner la bataille de l'Oureq, dont l'influence fut décisive sur l'ensemble de la bataille de la Marne.

On comprend facilement que l'ancien ministre de la Guerre, en apportant à la commission d'enquête, après un silence volontaire de cinq années, ces documents sensationnels, ait pu dire :

*J'ai évidemment, ce jour-là, violé le principe que nous avions admis de la liberté complète des opérations laissée au grand quartier général. Mais l'initiative que j'ai prise, d'accord avec le général Gallieni, je le répète, dans la nuit du 24 au 25 août 1914, est l'honneur de ma vie.*

## BERLIN CONTRE PARIS

L'ALLEMAGNE REFUSE LE PASSAGE A DANTZIG  
DES TROUPES POLONAISES

Elle accepte toutes les conséquences de son attitude.

Le nom de Dantzig, ce port de la Baltique objet de discussions si passionnées, s'attache à un incident extrêmement grave. Cet incident est l'opposition du gouvernement allemand au débarquement des troupes polonaises à Dantzig, contrairement à la décision des puissances associées. Il y a là une violation très nette de la convention d'amitié du 14 novembre 1918. Que dit, en effet, ce traité ?

L'article 16 s'exprime ainsi :

*« Les Alliés auront libre accès aux territoires évacués par les Allemands, sur les frontières orientales, soit par Dantzig, soit par la Vistule, afin de pouvoir ravitailler les populations, et dans le but de maintenir l'ordre. »*

Pour éluder cette obligation dont la rédaction, pourtant, ne prête à aucune ambiguïté, le gouvernement allemand présente, en une note remise, avant-hier, à Spa, à la commission française d'arbitrage, des arguments qui ne surprennent personne, en raison de la mentalité de leurs auteurs :

1<sup>o</sup> L'Allemagne s'est engagée à donner le libre passage vers la Vistule aux Alliés, mais non à une armée polonaise ;

2<sup>o</sup> Le débarquement des troupes polonaises à Dantzig mettrait gravement en danger l'ordre qui règne en Prusse orientale, et le chemin de la Prusse orientale et de la Pologne risquerait d'être ouvert aux bolcheviks.

Ces arguments sont habillés de considérations où les Allemands ne manquent point, en parlant de l'état d'esprit de la population de Dantzig, d'opposer la majorité allemande à la minorité polonaise. C'est toujours la méthode tendancieuse.

Dès lors, le bruit — démenti aujourd'hui — de l'intervention de la mission du colonel Marchal n'aurait-il pas été une manœuvre préparatoire, une de ces « épreuves » avant la lettre — que les Allemands excellent à tirer ?

Quoi qu'il en soit, l'affaire de Dantzig dépasse en gravité toutes les manifestations contre l'Entente dont Berlin et, avant-hier encore, l'Assemblée nationale

de Weimar ont été le théâtre. Il ne s'agit plus aujourd'hui de discours ou de cortèges. Il s'agit d'un fait précis, qui constitue un précédent. Et le cabinet Scheidemann ne s'est pas lancé dans l'aventure sans en avoir, à l'avance, pesé toutes les conséquences, et s'être assuré l'appui de l'opinion publique. Le *Berliner Tageblatt* déclare que la réponse du gouvernement a été adoptée par tous les partis de l'Assemblée nationale, y compris les indépendants.

L'état d'esprit que nous avons si souvent signalé — la renaissance de la mentalité d'avant la guerre — prend maintenant une forme concrète qui se traduit par des actes. Et l'argumentation de la réponse à la note intervenue, ou du bolchevisme, mais par la décision bien arrêtée de créer des difficultés diplomatiques à Paris.

Le piège est éternel. « On cause à Spa », nous disait-on, hier. Et l'on cause sur un ton qui sera compris à Weimar et à Berlin. — JEAN MÉNEVAL.

## LA VIERGE GUERRIÈRE

JEANNE D'ARC SERA  
BIENTOT CANONISÉE

Le pape Benoît XV vient de fixer définitivement la date de la lecture du décret de canonisation au dimanche 6 avril.

L'UNANIMITÉ DES CARDINAUX A ÉTÉ FAVORABLE

La nouvelle est officielle. La vierge guerrière qui incarne, pour les Français, la patrie armée contre l'envahisseur, Jeanne d'Arc, va être canonisée. La Vénérable va être glorieusement inscrite au canon des martyrs, des confesseurs, des vierges et des docteurs. Celle pour qui Voltaire réclamait des autels aura sa statue sur les autels de la chrétienté.

Le pape Benoît XV, en effet, vient de faire connaître sa décision au sujet des miracles attribués à la Pucelle d'Orléans. Elle est affirmative. Il ne lui reste donc plus qu'à promulguer, solennellement, la canonisation. Dans une audience de congé accordée, hier, au cardinal Amette, il a fixé définitivement la date de la lecture du décret au dimanche 6 avril. L'unanimité des cardinaux s'était prononcée dans un sens favorable.

Cette auréole dont on nimbe sa tête héroïque et charmante, Jeanne d'Arc ne l'a pas obtenue sans difficultés. Après son martyre, pour des raisons politiques, faciles à expliquer, les partisans de Charles VII semblèrent se résigner à l'odieuse sentence du procès de Rouen. Mais le peuple, moins diplomatique et plus spontané, n'hésita pas à la déclarer sainte, à porter des médailles frappées à son effigie, à vénérer ses images. La collection des plombs trouvés dans la Seine, conservée à Cluny, est éloquentement là-dessus.

Plus tard, quand Paris entra sous l'obéissance de son roi légitime, l'archevêque Juvenal des Ursins trouva un biais expédient. Au procès de réhabilitation de la Pucelle, il fit intervenir la mère et les frères de Jeanne d'Arc. Le procès fut laborieux. Maitres témoins déposèrent. Ne nous en plaignons pas ! C'est grâce à leurs dépositions, qui nous ont été conservées, par la bouche des compagnes de Jeanne, c'est par les dépositions d'Henriette, de Menjolette, de Sybille... devenues vieilles et fidèles, que nous connaissons l'enfance, l'adolescence et l'activité de cette bergère qui devait accomplir des exploits inouïs.

Après la réhabilitation, le culte de Jeanne d'Arc subit une éclipse. Les humanistes de la Renaissance la trouvent trop gothique. Les Jansénistes du dix-septième siècle, si ardents à déflorer le beau rozier de nos légendes nationales, la jugent un peu suspecte.

La Révolution détruit ses monuments. A la Restauration, Chateaubriand ne la juge pas digne de figurer dans son *Génie du Christianisme*.

Mais, comme l'honnête et probe chartiste Quicherat publie une édition critique de deux procès de condamnation et de réhabilitation, et une sorte de culte public, laïque, est soudain érigé, Jeanne d'Arc devient un des symboles de la France. De Michelet à Dupanloup, en passant par Henri Martin, Vallet de Virville, Siméon Luce, Walton, France... l'unanimité se fait autour de sa statue.

Dependant l'Eglise suivait, avec sa prudence ordinaire, ce mouvement qu'elle n'avait point inspiré. Les premières démarches à Rome, en vue de la canonification, furent celles du célèbre et éloquent évêque d'Orléans. Et puis, la procédure suivit son cours minutieux, ralenti, parfois, par des considérations politiques : l'Angleterre, prétendant-on, était hostile à la canonisation. Jeanne d'Arc, lors de l'ajournement au cimetière Saint-Ouen, à Rouen, avait manqué d'héroïsme...

A la vérité, l'Angleterre est aussi amoureuse, aussi respectueuse de Jeanne d'Arc que nous-mêmes. Les vieilles et fatiguées querelles sont depuis longtemps éteintes. Quant au manque d'héroïsme, un érudit, Ulysse Chevalier, l'auteur du *Repertoire des Sources du moyen âge*, n'a pas eu peine à démontrer scientifiquement que Jeanne ne savait ce qu'elle signifiait quand elle mit sa croix au-dessus de la cédule qu'on lui présentait au cimetière de Saint-Ouen. La cause était donc entendue quand éclata la guerre.

Voici la paix, la radieuse paix ! Quelle image plus actuelle, plus éloquent, à exalter sur les autels où viennent prier les orphelins et les veuves, que celle de cette fille rustique qui sut discerner, dans les voix de son cœur, l'impérieuse voix de la Patrie blessée, qui fut fière, verdissante, ironique, forte et patiente ; qui eut, en un mot, toutes les qualités de notre soldat de la grande guerre !

Jean-Jacques BROUSSON.

Le Sénat discutera demain  
les crédits civils

Hier après-midi, à 5 heures, le projet de douzièmes civils, voté vendredi soir par la Chambre a été déposé sur le bureau du Sénat. M. Millies-Lacroix, rapporteur général de la commission des Finances, ayant aussitôt déposé son rapport, la Haute Assemblée en fixa la discussion à demain lundi.

Elle décida, d'autre part, de siéger cet après-midi, à 5 heures, pour recevoir le projet de crédits militaires.

Entre temps, le Sénat vota deux projets relatifs aux jugements en matière de séparation de corps et de divorce.

## A LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

LES ARMÉES SERBES ET ROUMAINES  
SERONT RAVITAILLÉES ET RÉORGANISÉES  
POUR FAIRE TÊTE AU BOLCHEVISME

Des précautions d'ordre militaire seront prises tant à l'égard des Soviets russes que des communistes hongrois.

## LA MISSION DU GÉNÉRAL MANGIN A BUCAREST

Le Comité des « Quatre » a tenu hier deux séances.

La nécessité de prendre des précautions d'ordre militaire, tant à l'égard des bolcheviks russes que des communistes hongrois, provoque l'examen de décisions touchant l'aide à donner aux armées serbe et roumaine.

L'armée roumaine réclame des équipements, des armes, des locomotives ; elle l'aura. Il est probable que le général Mangin sera désigné pour la réorganiser. Elle sera également dotée d'un organe de commandement supérieur dont les éléments seront puisés dans les armées alliées, et notamment dans la nôtre.

Le Comité des « Cinq » reprendra ses délibérations mardi. Il s'accorde deux jours de suspension de séance.

La Commission des responsabilités  
a terminé ses travaux

La Commission des responsabilités a tenu, hier, au ministère de l'Intérieur, sa dernière séance.

Après adoption du procès-verbal, elle a décidé que le rapport général ne serait plus l'objet d'une simple mise au point de forme avant d'être transmis à la Conférence à laquelle ce rapport appartient désormais.

Avant la clôture des travaux, sir Pollack a tenu à exprimer au président, M. R. Lansing, les remerciements de la commission pour le haut esprit de libéralisme avec lequel il a présidé les débats, remerciements auxquels sont associés tous les membres de la commission qui, grâce à l'activité de ses membres, termine ses travaux la première.

Le retour de M. Lloyd George  
à Londres

LONDRES, 28 mars. — Les travaux de la Conférence ayant été retardés par les récents événements de Hongrie, on déclare dans les cercles officiels que M. Lloyd George ne rentrera pas à Londres avant une quinzaine de jours.

## M. Clemenceau reçoit M. Daniels

M. Clemenceau, président du Conseil, a reçu, hier, matin, au ministère de la Guerre, M. Daniels, secrétaire d'Etat de la Marine des Etats-Unis.

Les Magyars jugés par un Transylvain  
ancien membre du Parlement hongrois

La politique actuelle de la Hongrie, où la démission sensationnelle du comte Karolyi a été suivie de l'avènement du bolchevisme, semble des plus obscures à l'opinion française.

Nous avons demandé son opinion à M. Alexandre de Vaida-Voevod, ministre transylvain et secrétaire d'Etat roumain, qui fut membre du Parlement hongrois sous le régime des Habsbourg.

Croyez bien, nous dit M. de Vaida-Voevod, que les Magyars n'ont fait appel à la révolution que pour créer, à l'inspiration des adversaires de l'Entente, les pires difficultés à la Conférence de Paris.

Les Magyars constituent, depuis 1867, en Hongrie, une oligarchie politique et financière, qui perpétue, sous un masque de libéralisme, un véritable régime féodal, opprimant les populations polonaises, transylvaines, tchèques, slovaques et yougo-slaves. C'est par affinité de système politique, par similitude d'impérialisme, que les Magyars se sont alliés à Berlin et ont constamment, avant, pendant et depuis la guerre, fait le jeu de la Prusse.

Le comte Tisza, Magyar, n'a engagé la Double Monarchie dans l'aventure serbe qu'avec l'assentiment et sur les instructions de Berlin, et son but était de priver la Roumanie de l'appui de la Serbie, afin de maintenir plus sûrement sous le joug magyar les populations non magyares de Hongrie.

Pouvait-on détacher  
l'Autriche-Hongrie de l'Allemagne ?

« Je pense que l'erreur est trop fréquente, en France, de penser qu'une politique moins droite eût pu détacher l'Autriche-Hongrie de l'Allemagne. L'Autriche et les Habsbourg ont toujours été menés par les Magyars, dont toutes les sympathies allaient à la Prusse. Ce sont les Magyars qui arrachèrent à toutes les volontés du grand état-major allemand, C'est avec l'aide de la puissance militaire et financière allemande, au service de laquelle ils mettaient les armées et toutes les ressources de la Double Monarchie, que les Magyars ont tenté d'établir la liaison entre l'Allemagne et l'Orient, objet de toutes les convoitises magyares et prussiennes.

## APRÈS SIX JOURS D'AUDIENCE

LE JURY DE LA SEINE  
A ACQUITTE VILLAIN

Après que l'avocat général eut prononcé un réquisitoire modéré, M<sup>re</sup> Zévaès et Henri Géraud présentèrent la défense de l'accusé.

RAOUL VILLAIN DEMANDE PARDON  
A SA VICTIME

Après une courte délibération, le jury a acquitté Raoul Villain. Villain est condamné à payer à la partie civile le franc de dommages-intérêts et mandé au cours des débats, M<sup>re</sup> Zévaès a plaidé sur le terrain politique. Dans son réquisitoire, sobre, modéré, précis, M. l'avocat général Béguin a conclu, en s'appuyant sur les rapports d'experts médicaux : responsabilité complète du crime commis avec lucidité, attentat dû à sa débilité mentale et à ses lésions héréditaires. Donc : châtiement, mais indulgence.

Puis ce fut la défense. Répondant à tous les témoins politiques et au rôle politique de M. Jaurès et posé au cours des débats, M<sup>re</sup> Zévaès a plaidé sur le terrain politique. Ce qu'on demande au jury, dit-il, c'est la glorification de la politique d'un parti. Le jury s'y refusa.

Tout en rendant hommage à la magnanimité de Jaurès, à sa puissance oratoire, à l'intégrité de sa vie politique, privée, M<sup>re</sup> Zévaès formule des critiques qui ne sont que des critiques.

LA PLAIDOIRIE DE M<sup>re</sup> ZÉVAËS  
(A droite, au banc des accusés : Villain)

Les conceptions militaires de Jaurès et ses vues en matière de politique étrangère, s'attache à démontrer que c'est dans ces idées qu'il faut chercher le mobile du meurtre. Villain a agi par patriotisme, dit l'avocat, qui, évoquant la joie de la victoire emportant tous les coeurs, conclut à l'acquiescement. En y attachant une signification de pardon, l'innocence s'étendait sur toutes les fautes, les erreurs et les crimes même d'avant-guerre.

M<sup>re</sup> Henri Géraud, lui, fait un suprême appel à la pitié du jury.

En un dernier mot, M<sup>re</sup> Paul Boncour explique que, s'il dut par des témoignages politiques répondre à la déformation de la pensée politique de Jaurès, le procès demeure purement criminel, et qu'aucun parti n'aura le droit de se prévaloir du verdict du jury.

Et Villain se lève. — Je demande, dit-il d'une voix forte, pardon à la victime, et grâce pour moi et mon frère. La douleur d'une veuve et d'une orpheline ne laissera plus place au bonheur dans ma vie.

C'est fini. On sait le verdict.

On va pouvoir faire  
de la pâtisserie fraîche

Aujourd'hui paraîtront à l'Officiel deux nouveaux décrets et une circulaire de M. Victor Boret, ministre du Ravitaillement, dont les prescriptions complètent les mesures prises depuis l'armistice pour la suppression des restrictions nécessaires par l'état de guerre. Ces mesures sont également inspirées par le souci d'éviter le chômage des ouvriers qui, au fur et à mesure de la démobilisation, viennent dans les usines reprendre leur place.

Par le premier décret est abrogée l'interdiction d'employer, pour la fabrication de l'alcool, les figes, les dattes et les carottes, ainsi que les fruits secs de toute origine.

Par le deuxième décret sont abrogées les dispositions interdisant la fabrication et la vente de la pâtisserie fraîche ainsi que la fabrication des farines panifiables pour la fabrication de la biscuiterie et de la pâtisserie.

Ce dernier décret prévoit, des mesures destinées à empêcher que la fabrication de ces produits ne s'effectue au moyen de farines cédées aux boulangers au-dessous du prix de revient à l'Etat. Des farines pour la fabrication de la biscuiterie, de la pâtisserie, des pains de régime et des pains de fantaisie pourront être cédées mais dans des conditions de distribution qui sauvegarderont les deniers publics. Les prix seront fixés par le sous-secrétariat d'Etat du Ravitaillement à un prix équivalent au prix de revient payé par l'Etat.

Par une circulaire adressée aux préfets, M. Victor Boret rend en même temps liberté aux transactions commerciales portant sur le maïs, le sarrasin, le millet, le mil, le sorgho, les fèves et les fèvesolées.

Les routes commerciales  
de l'air

LONDRES, 29 mars. — Le colonel William Forbes Semphill, directeur adjoint de la commission du ministère de l'Air, a fait une conférence à l'Institut des ingénieurs aéroscopiques, au sujet des randonnées sur les routes commerciales de l'air dans l'avenir.

Il dit que l'avenir est plein de promesses pour les aéronefs plus lourds que l'air, surtout à grandes distances ; mais la machine moins lourde que l'air, laquelle peut maintenir descendre sur terre et sur mer, et débarquer des passagers ou des marchandises, est celle qui sera employée sur les routes commerciales aériennes.

On peut l'employer dans les voyages de 1.000 milles ou de 600 milles, sans escale, et on peut compter sur l'organisation d'un service commercial régulier avant un an.

MERCIER FRÈRES  
Toujours les plus élégants mobiliers  
100, F<sup>o</sup> S<sup>t</sup> ANTOINE - PARIS

LINGE AMÉRICAIN HYATT

## LES TROUPES QUI ONT COMBATTU EN FRANCE SONT FÊTÉES A PRAGUE



ARRIVÉE A PRAGUE D'UN CONTINGENT DE COMBATTANTS DE FRANCE. FEMMES, EN COSTUME NATIONAL, PRÉCÉDANT LES COMBATTANTS

## Démobilisation

Monsieur Dusausoy, expert-joaillier, a l'honneur de vous informer qu'étant démobilisé, il reprend personnellement, comme par le passé, l'estimation et l'achat des bijoux et pierres précieuses. Entrez, 41, boulevard des Capucines.



LE PROJET DE DOUZIEMES

LA CHAMBRE DISCUTE LES CRÉDITS MILITAIRES

Le gouvernement est interrogé sur ses intentions relativement à l'armée d'Orient.

VOTE DE CONFIANCE AU GOUVERNEMENT

La Chambre a tenu, hier, trois séances relatives à l'examen des crédits militaires pour le 2<sup>e</sup> trimestre de 1919.

La séance du matin a été consacrée tout entière à la discussion générale. M. Landry soulignait d'abord l'immortelle des crédits demandés — 8.508 millions — alors que l'Armistice est signé. M. Paul Bérenger se montra surtout préoccupé du sort de l'armée d'Orient, dont on a, d'après lui, escompté la gloire.

Il avait été décidé, dit-il, que ces hommes ne resteraient pas là-bas plus de dix-huit mois. Pour beaucoup, ces dix-huit mois sont largement dépassés...

Le député de l'Indre s'étonna de voir le gouvernement demander des crédits pour l'entretien de 170.000 hommes, alors que l'armée d'Orient ne compte que 135.000 hommes.

Pour le premier semestre de 1919, interrompt M. Raoul Péret, les réductions opérées par la commission du budget atteignent 3 milliards 400 millions. On a établi des prévisions pour l'artillerie et l'aviation comme si la guerre continuait!

Une controverse s'engagea entre MM. Denys Cochin et André Lefèvre, chimistes tous deux, sur la fabrication de l'acide nitrique et l'engagement de 400 millions de dépenses pour la création d'usines.

Dépense inutile, disait M. Denys Cochin. Qu'allez-vous faire de ces usines maintenant que la guerre est finie? M. André Lefèvre soutenait que la dépense avait été utile.

Confirmer cette thèse, M. Loucheur expliqua qu'il avait fallu tout prévoir: «L'effort du service des poudres a peut-être été tardif, dit-il en substance. Mais les usines créées ne seront pas inutiles à l'œuvre de paix. Elles nous permettront de produire de l'azote à des prix raisonnables. L'après-midi, on aborda les articles».

La discussion des articles

M. André Hesse fit voter un relèvement de 5 millions pour la création d'usines frigorifiques pour la préparation du poisson congelé; M. Degrelle, 500.000 francs pour permettre au ministre de l'Intérieur d'aligner aux prisonniers civils une somme équivalente à celle qu'ils toucheraient s'ils étaient militaires; M. André Honnorat, 2 millions pour la réfection des chemins de grande communication.

On vota, par contre, une réduction de 10 millions sur la solde de l'armée. Puis M. Barabant et quelques socialistes réclamèrent une diminution de 20 millions pour hâter la démobilisation.

Le gouvernement repousse la réduction, dit M. Louis Lebègue des Chapuis. Et ce n'est pas une question de démobilisation, s'écrie M. Ernest Lafont, c'est une question politique! Vous n'avez pas le droit, vous, sous-secrétaires d'Etat administratifs, de parler au nom du gouvernement. Le gouvernement veut-il faire la guerre ou la paix?

L'extrême-gauche applaudit le député de la Loire, tandis qu'à droite M. de Rauly d'Asson cria: aux socialistes!

«L'Allemagne signe donc le traité de paix! Tous ces boniments sont destinés à troubler le pays! Vous êtes de sinistres farceurs!»

Elle fut une tempête de clameurs. La réduction fut repoussée par 340 voix contre 150.

Levée à 7 h. 30, la séance reprit à 9 heures du soir.

LA SÉANCE DE NUIT

On revient aux affaires de Russie

Une cinquantaine de députés sont présents à la reprise.

M. Pierre-Etienne Flandin préconise diverses mesures pour le développement de l'aviation civile; il réclame, d'ailleurs, pour cette dernière, une administration indépendante de l'autorité militaire.

«Allons-nous maintenir indéfiniment une armée aérienne de plusieurs milliers d'avions de combat, alors que la guerre est finie? demande-t-il encore».

M. P.-E. Flandin obtint, finalement, une réduction de 10.500.000 francs sur les crédits de l'aviation militaire.

Avec M. Renaudel, on revient à l'intervention en Russie.

Le député du Var propose, à ce sujet, une réduction de crédits de 10 millions pour bien manifester la volonté de la Chambre de s'opposer à toute expédition militaire.

En passant, l'orateur socialiste fait une allusion au verdict du procès Villain; il reproche, en effet, à M. Stéphen Pichon d'avoir prononcé autrefois des paroles «qui sont allées atteindre d'autres hommes».

C'est faux! s'écrie M. Pichon. L'espère alors, dit M. Renaudel, qu'il ne se trouvera maintenant plus personne pour accuser des socialistes d'être les avocats de l'Allemagne.

«Je n'ai jamais dit cela de l'homme auquel vous faites allusion, déclare M. Pichon. Je ne l'ai jamais pensé!»

On applaudit le ministre, à qui M. Renaudel reproche d'accuser les socialistes de bolchevisme.

Le député du Var assimile, d'ailleurs, le mouvement bolchevique en Russie au mouvement de la Commune à Paris, en 1871.

L'orateur interroge le ministre sur la situation à Arkhangel et à Odessa.

«Est-il vrai, dit-il, qu'il y a eu des incidents là-bas?»

M. Abramovitch indique que le gouvernement a saisi la commission de l'armée de documents secrets à ce sujet. Il fait appel au sens politique de M. Renaudel pour ne pas en faire état, et, surtout, pour ne rien exagérer.

Vous avez été trop vite, réplique M. Renaudel. Vous avez laissé entendre des choses que j'aurais cachées en ce qui concerne, en effet, le refus de combattre en Russie opposé par des soldats qui, au cours de la guerre, ont cependant fait héroïquement leur devoir.

Il n'y a eu que quelques cas isolés, dit M. Abramovitch: 131 en tout!

Ce qui est important, dit M. Renaudel, ce n'est pas le nombre, c'est le fait. Le député du Var signale le mauvais ravitaillement, qui influe encore sur le moral de nos troupes.

Il évoque, d'ailleurs, que le bolchevisme va gagner la Roumanie.

M. Renaudel poursuit son discours dans le même, applaudi de temps à autre par ses amis socialistes.

A 11 heures du soir, plus de deux cents députés sont en séance. MM. Stéphen Pichon, Pams, Klotz, Georges Leygues, Abramovitch, Edouard Ignace et Albert Fabre sont au banc du gouvernement.

Quelle politique allez-vous faire en face du bolchevisme? demande M. Renaudel au ministre des Affaires étrangères. A quoi

La réponse de M. Abramovitch

M. Renaudel aborde enfin les problèmes en discussion à la Conférence de la paix. Il se prononce pour une paix modérée, rappelant qu'en 1915 le gouvernement a déclaré à la tribune que la restitution de l'Alsace-Lorraine était la seule revendication territoriale que la France avait à formuler.

C'est M. Abramovitch qui répond à M. Renaudel.

«Ecoutez M. le président du Conseil! s'écrie M. Bracke.

Le sous-secrétaire d'Etat à la Guerre déclare que l'évolution de la politique des Alliés en Russie est une œuvre commune qui n'appartient pas au gouvernement français seul. Au nom du président du Conseil, il affirme qu'il n'y a pas d'expédition militaire en Russie, que nos troupes envoyées là-bas ont été avisées de l'interdiction d'intervenir dans les affaires intérieures de la Russie.

M. Abramovitch fait connaître que l'on n'enverra plus là-bas un seul homme, que la relève de ceux qui sont en Russie se fera et qu'aucun ne sera remplacé. En ce qui concerne notre politique à l'égard du bolchevisme, il rappelle qu'elle a été définie par M. Pichon, ministre des Affaires étrangères.

«Au nom du gouvernement, le sous-secrétaire d'Etat repousse la réduction de 10 millions demandée par M. Renaudel. Il pose à ce sujet la question de confiance».

M. Viollette s'efforce de mettre M. Abramovitch en contradiction avec M. Pichon:

«M. Pichon nous a parlé de cordon sanitaire, dit-il; M. Abramovitch nous dit qu'on va retirer nos troupes. Avec quels hommes fera-t-on le cordon sanitaire?»

L'extrême gauche applaudit vigoureusement. M. Viollette demande à M. Pichon s'il peut affirmer que bientôt tous nos hommes seront retirés de la Russie.

M. Pichon déclare nettement le ministre des Affaires étrangères.

M. Franklin-Bouillon demande au gouvernement s'il répondra ou non à son discours de mardi.

M. Stéphen Pichon revient alors à la tribune. Il refuse de répondre aux critiques apportées contre notre diplomatie et les méthodes de la Conférence de la paix. En ce qui concerne le fond des discussions, il déclare que le gouvernement est tenu à une certaine réserve:

«La situation est la même dans tous les pays alliés, dit-il. Ni le Congrès américain, ni la Chambre des communes, ni la Chambre des députés d'Italie ne délibèrent actuellement sur les problèmes qui font l'objet des négociations en cours».

Le ministre des Affaires étrangères ajoute que, dans quelques jours, le Parlement pourra d'ailleurs discuter les préliminaires de paix qu'il sera appelé à ratifier. Il fait appel à la confiance de la Chambre.

M. Franklin-Bouillon revient à la charge avec une véhémence extrême, reprochant au gouvernement son attitude à l'égard du Parlement.

M. René Renoult déclare que ses amis et lui voteront les crédits pour conserver au gouvernement toute l'autorité dont il a besoin pour faire triompher les revendications de la France à la Conférence de la paix.

La demande de réduction de crédits déposée par M. Renaudel est repoussée par 362 voix contre 131.

La discussion continue.

Les amendements défilent.

A 2 h. 30, la Chambre siège encore.

Leopold BLOND.

LA CONFÉRENCE

se met dans ses meubles

Il faudra deux ou trois semaines pour que le Palais de Versailles soit complètement aménagé

M. Dutasta, secrétaire général de la Conférence de la paix, s'est rendu hier à Versailles, pour prendre des arrangements, d'ordre matériel, en vue de la signature des préliminaires.

Les séances plénières se tiendront dans la Galerie des Glaces, les salles avoisinantes étant réservées aux différentes commissions et aux conversations qu'échangeront les chefs de gouvernement. La presse ne sera pas oubliée et plusieurs pièces lui seront affectées. Une installation complète est prévue, en ce qui concerne les services postaux, télégraphiques et téléphoniques.

Il faudra deux ou trois semaines pour mettre au point cette installation.

Le mobilier sera fourni par le garde-mobilier national.

Quant au logement des plénipotentiaires ennemis, il semble que les propriétaires de Versailles et des localités voisines mettent peu d'empressement à recevoir ces hôtes indésirables. Le ministère de la Guerre a réquisitionné un hôtel pour loger les délégués de l'Allemagne.

La réforme électorale

MM. Pierre Dupuy, Ellen Prévot et Antoine Borrel ont déposé au texte rapporté par M. Desoye sur la réforme électorale un amendement aux termes duquel les prochaines élections législatives se feraient d'après un système qui maintient le scrutin d'arrondissement uninominal, supprimant le second tour et le remplace par une distribution proportionnelle des sièges répartis à pourvoir après la désignation des majorités absolues.

Les candidats d'un même département auraient, en effet, la faculté de se répartir en listes pour l'attribution des sièges à pourvoir à défaut de majorité absolue.

Un Office commercial

français est créé à Madrid

M. Clémentel, ministre du Commerce, et M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, viennent de créer un Office commercial français en Espagne. Cet office a son siège à Madrid, 18 et 20 Calle del Principe.

Il a pour objet de développer et d'améliorer les relations commerciales entre la France et l'Espagne; il est destiné à devenir un puissant instrument de prospérité et d'union entre les deux pays.

Les cheminots autrichiens

reprennent le travail

BALE, 29 mars. — On mande de Vienne: Une entente est intervenue entre le gouvernement et les cheminots.

Le travail a repris.

5 HEURES DU MATIN

DERNIÈRE HEURE 5 HEURES DU MATIN

LES SOVIETS HONGROIS

SAINES ET SAUVES LES MISSIONS ALLIÉES ONT QUITTÉ BUDAPEST

Bela Kun préconise vivement la paix avec l'Entente.

BRUXELLES, 29 mars. — C'est dans la soirée du 21 que les membres des missions de l'Entente ont été arrêtés par les émissaires de Budapest.

La foule pénétra dans tous les locaux occupés par ces missions, et dirigea les prisonniers sur une caserne, où ils furent, d'ailleurs, traités avec égards.

Le lendemain matin, le gouvernement communiste ordonnait leur élargissement et présentait ses excuses. A la demande des délégués ceux-ci furent envoyés, par train express, à Paris, à Londres, à Belgrade, et les Américains et Italiens à Vienne.

Déclarations pacifiques

de Bela Kun

LONDRES, 29 mars. — Un correspondant du Daily News télégraphie que Bela Kun, commissaire du peuple aux Affaires étrangères, a fait les déclarations suivantes mercredi dernier:

«Le gouvernement des Soviets hongrois désire maintenir avec l'Entente des relations amicales, il désire également que la population des territoires hongrois actuellement occupés soit appelée à se prononcer sur son sort».

Les pavillons étrangers seront

protégés

BALE, 29 mars. — On télégraphie de Budapest:

Le commissaire aux Affaires étrangères Bela Kun vient de décréter que les représentants de tous les Etats étrangers auront le droit de hisser leur pavillon national, placé désormais sous la protection de la République hongroise; ce droit a été étendu aux missions militaires étrangères.

Quoiqu'on insulte un pavillon étranger sera traduit devant le tribunal révolutionnaire.

Elections prochaines

BALE, 29 mars. — On mande de Budapest:

Suivant une déclaration du commissaire du peuple Bela Kun, les élections pour l'Assemblée des Soviets seront ordonnées dans les quatorze jours.

M. Paderewski vient à Paris

VARSOVIE, 29 mars. — La mission de la Conférence interalliée en Pologne a terminé ses travaux; elle quittera Varsovie dimanche pour retourner à Paris.

Le voyage de M. Paderewski, président du Conseil, qui doit partir dimanche pour Paris, est une conséquence de l'alliance avec l'Entente.

M. Woyciechowski, ministre de l'Intérieur, remplace M. Paderewski en son absence.

Les troupes roumaines

entrent en lutte

contre les bolcheviks

BALE, 29 mars. — Le Bureau de Presse roumain qui s'est ouvert à Berne, la semaine dernière, vient de recevoir le communiqué officiel suivant, de l'état-major:

«Les troupes roumaines, opérant en liaison avec les troupes françaises sur la rive gauche du Dniestr, en Ukraine, ont anéanti d'importantes forces bolcheviks dans la région de Majla Vilska».

L'INCIDENT DE DANTZIG

A Berlin on reconnaît la gravité

de la situation

BERLIN, 29 mars (Transmis par Bala). — La note des Alliés à l'Allemagne au sujet du débarquement des Polonais à Dantzig vient de poser nettement un problème dont personne en Allemagne ne méconnaît la gravité.

Le gouvernement allemand, tout le premier, paraît conscient des conséquences sérieuses qui découleront dans un sens ou dans un autre de sa réponse, et il a voulu, avant de faire connaître aux Alliés sa décision, s'entourer de l'assentiment de tous les groupes politiques réunis à Weimar.

Ce souci du gouvernement allemand paraît indiquer qu'il est bien décidé à s'opposer au débarquement à Dantzig, quelles que puissent être pour l'Allemagne les suites de ce refus.

La mission interalliée

n'a pas été internée

BALE, 29 mars. — On mande de Berlin:

La Gazette de Voss apprend, de source autorisée, que l'information du Daily Telegraph, que la commission des Alliés à Dantzig aurait été internée par les Allemands, est dénuée de tout fondement.

La poste aérienne

NICE, 29 mars. — Un avion postal, parti de Tarascon, ce matin à 11 h. 10, avec un chargement de dépêches prises du rapide, est arrivé à Nice à midi 17.

L'avion a apporté 8.000 lettres que l'administration fait distribuer.

L'avion, piloté par l'adjudant Isert, accompagné du lieutenant Basigaux, est reparti ce soir.

La mort d'Almeryda

M. Gilbert, juge d'instruction, a entendu, hier, M. Panerazi, directeur de la prison de Fresnes; le gardien Guéret, le gardien-chef Leydet et le pharmacien Grenouillat.

Au cours de sa déposition, M. Panerazi a fait l'historique complet de l'arrivée, du séjour et de la mort du prisonnier. Ses déclarations ne sont pas en contradiction avec celles du gardien-chef Leydet et du pharmacien Grenouillat.

Le pharmacien Grenouillat a retrouvé, après la mort d'Almeryda, un bout de laet, au portemanteau, et il a confirmé l'heure du décès: 11 h. 58.

Communiqués

Les avengies de guerre viennent de se constituer en une association qui étudiera et réalisera la création d'une caisse de secours mutuels, de coopération d'achats de matières premières, de vente en commun, d'ateliers corporatifs; en résumé, de toutes les organisations nécessaires pour faciliter l'existence des avengies de guerre. Le siège social est à Paris, 38, rue du Mont-Thabor.

UN MANIFESTE

PROGRAMME ÉLECTORAL DU PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS

Il prévoit la "dictature du prolétariat" et demande la réunion d'une Constituante.

La commission chargée par le dernier Congrès national du parti socialiste d'élaborer le "programme électoral" de ce parti vient de terminer ses travaux.

Une déclaration vient d'être rédigée, qui affirme que le socialisme avait prévu la guerre.

«La guerre, dit ce document, a prouvé qu'une nation en péril devait recourir, pour son salut, aux principes mêmes dont le socialisme procède: affectation de chaque citoyen au poste de combat ou de travail le plus avantageux pour la collectivité; organisation nationale et internationale de toutes les productions et de toutes les industries».

«La guerre a prouvé que le socialisme n'était pas une utopie, puisque le travail et le capital universels, mobilisés pendant quatre ans pour détruire, pourraient l'être tout aussi bien pour créer».

Appelant les travailleurs, tous ceux qui ont souffert de la guerre, à entrer dans ses rangs, la déclaration affirme que le socialisme international réalisera l'harmonie universelle, parce qu'il est le stade suprême de la civilisation humaine».

Abordant la question purement politique, la déclaration s'exprime ainsi:

«La démocratie, c'est-à-dire l'égalité des droits et des devoirs entre les citoyens, ne sera pleinement réalisée, même au point de vue politique, qu'après que la Révolution sociale, achevant l'œuvre de la Révolution française, aura effacé les privilèges héréditaires de la propriété et les servitudes héréditaires du travail».

«Le parti socialiste ne confond pas révolution et violence. Il souhaite ardemment que sa victoire s'accomplisse dans le calme et l'organisation méthodique. Mais le prolétariat ne peut renoncer, pour la conquête du pouvoir politique, à aucun moyen de lutte, et la forme de sa révolution dépendra finalement des circonstances, notamment de la nature des résistances qui seront opposées à son effort d'affranchissement».

«Le parti socialiste ne méconnaît pas la révolution sociale n'a certitude de réussir que si elle se produit à son heure historique. Mais, de même qu'il n'est pas maître de la forme, il n'est pas maître du moment. Le parti socialiste ne saurait reculer devant aucune des occasions que lui imposeraient les fautes mêmes de la bourgeoisie».

«Quelle que soit la forme sous laquelle se produira la Révolution, la prise du pouvoir par le prolétariat sera vraisemblablement suivie d'une période de dictature».

La dictature du prolétariat étant proclamée, le socialisme ne méconnaît pas la nécessité de réviser les formes caduques de l'ancien régime, et d'établir les institutions nouvelles nécessaires à l'activité économique et politique du pays.

Après avoir donné son adhésion à une «paix juste qui ne laissera pas subsister les risques de guerre», le parti socialiste déclare qu'il reste opposé à toutes conditions de paix qui exalteraient les formes caduques du nationalisme, le véritable sentiment national.

Il regrette qu'à certaines heures des négociations la paix juste ait paru avoir pour adversaire patent ou secret le gouvernement de la France. Il déplore que ce gouvernement n'ait pas appuyé, en pleine lumière, les intentions et les propositions du président Wilson».

Puis, le manifeste proclame l'attachement du parti socialiste à l'idée d'une Société des nations, qu'il considère devoir être «instituée entre tous les peuples, égaux en droits et en devoirs, et non pas entre quelques gouvernements».

Il la veut pourvue des organismes et des moyens de sanction nécessaires pour assurer son indépendance et son autorité».

Cette déclaration est signée de: MM. Albert Thomas, Aurélien, Barabant, Léon Blum, Bracke, Frédéric Brunet, Marcel Cachin, Delpeyre, Delory, Dubreuilh, Amédée Duinois, Frossard, citoyen Glibaud, Grandvalet, Grenier, Lafont, Lauche, Le Troquer, Levasseur, Gaston Lévy, Locquin, Jean Longue, Mourin, Mistral, Marmane, Renaudel, Daniel Renoult, Henri Sellier, Louis Sellier, Sembat, Soutif, Sixte-Quenin, Vallière.

Décrets et réalités

Les maires n'ont pas encore d'instructions pour l'indemnité de démobilisation

Le décret sur le paiement de l'indemnité fixe de démobilisation de 250 francs prescrit que cette indemnité sera payable à partir du 22 mars courant, pour les militaires libérés antérieurement.

Portés de ce texte indiquant une date précise, de très nombreux militaires — ils furent jusqu'à 1.500 dans certains arrondissements — se sont présentés à leur mairie, réclamant les formules prévues pour établir leur demande.

On leur répondit poliment et invariablement que le personnel compétent n'avait encore reçu aucune instruction à ce sujet, et qu'il n'espérait guère en recevoir avant une huitaine de jours.

Il doit y avoir là, nous en sommes persuadés, un malentendu qui ne saurait durer.

LES TROUBLES D'EGYPTE

LE GÉNÉRAL ALLENBY PARLE AVEC VIGUEUR AUX NOTABLES RÉUNIS

Il les avise de la nécessité de recourir à la répression.

LE CAIRE, 29 mars. — Le commandant en chef a convoqué aujourd'hui les principaux notables égyptiens.

Au cours de la réunion, il a dit que jusqu'ici il n'avait employé que des mesures défensives, que son devoir est de continuer à restaurer l'ordre, mais que, n'ayant pas atteint son but par ce moyen, il se trouve maintenant dans la nécessité d'employer des mesures de répression.

Pour éviter les mesures auxquelles il est obligé d'avoir recours, il a ajouté que le devoir de tout patriote égyptien est de trouver les moyens qui peuvent amener le plus tôt possible les résultats désirés avec le moindre dommage pour l'Egypte.

Le commandant en chef a terminé par cet avertissement:

«Mon intention est de faire mon devoir: c'est à vous de remplir le vôtre».

L'Assemblée

nationale allemande

suspend ses séances

BALE, 29 mars. — On télégraphie de Weimar:

L'Assemblée nationale décidera aujourd'hui de suspendre ses séances. On pense que cette suspension durera environ huit jours. Seules les grandes commissions continueront à travailler.

Le gouvernement quitte Weimar aujourd'hui.

NOUVELLES BRÈVES

M. Tardieu présidera, aujourd'hui, la réception offerte aux étudiants américains par l'Association générale des étudiants de l'Université de Paris.

Des bijoux de famille, estimés 150.000 francs, ont été dérobés dans le secrétaire de la princesse de Croÿ-Solre, née d'Arenberg, 8, rue Jean-Goujon.

Hier à eu lieu, à Mailly, une belle manifestation pour le cinquième anniversaire de la mort de Mistrail.

Hier, au cours d'une prise d'armes, à Bel-fort, Mme Viallard, infirmière-major, femme du député du Haut-Rhin, a reçu la croix de guerre.



CORPS DIPLOMATIQUE

M. de Marguerite, le nouveau ministre de France en Belgique, a remis à S. M. le roi Albert I<sup>er</sup> ses lettres de créance. M. de Marguerite était accompagné de M. Jannez, conseiller de la légation de France, et de M. de Seey-Montbéliard, secrétaire, qu'il a présentés au souverain. S. M. la reine Elisabeth a reçu, ensuite, M. de Marguerite en audience privée.

Le comte de Pradère, conseiller à l'ambassade d'Espagne à Berne, vient d'arriver à Paris.

Une réception a eu lieu, à Rome, chez le ministre du Chili près le Saint-Siège et Mme de Errazuriz.

Le ministre du Brésil à Madrid et Mme de Toledo ont offert un dîner au corps diplomatique, auquel assistaient entre autres S. Exc. l'ambassadeur des Etats-Unis et Mme Willard, marquis de Carloti, M. Cretziano, etc., etc.

CERCLES

Un déjeuner d'adieu a été offert, au Cercle Interallié, par S. Exc. M. William Sharp, ambassadeur d'Amérique, aux membres de l'ambassade américaine.

Parmi les convives : MM. Wood Bliss, Frazier et Whitelaw, conseillers d'ambassade ; MM. Gibson, Caffery, Andrews et Sterling, premiers secrétaires ; MM. Norweb et Thaw, deuxième secrétaires ; M. Cabie, troisième secrétaire ; M. Dawson, attaché d'ambassade ; M. Geo. Mae Fadden, représentant du War Trade Board ; M. Stetson, assistant du War Trade Board ; major Warburton, capitain Mae Fadden ; M. Long, Maas, Hofer ; lieutenant Robinson ; MM. de Carmandia, Kean, etc., etc.

INFORMATIONS

M. Asquith, accompagné par lady Bonham-Carter, est rentré à Paris.

Le général et Mme Tautou ont donné, avant-hier, un thé en l'honneur du secrétaire de la Marine des Etats-Unis, et de Mme Daniels, ainsi que des amiraux qui accompagnent M. Daniels en France. S. Exc. l'ambassadeur des Etats-Unis et Mrs Sharp étaient parmi les invités.

La comtesse R. de Foras, fille du comte Gautier-Vignal et veuve du capitaine de Foras, a été citée à l'ordre de la sixième armée pour son dévouement dans les ambulances.

NAISSANCES

La comtesse Robert d'Harcourt, née Camille-Chimay, a mis au monde une fille.

FIANCEILLES

Mlle Elisabeth Danette, fille de M. Hubert Danette et de Mme, née de Forville, est fiancée à M. Robert Fumary de Gerville, sous-lieutenant au 3<sup>e</sup> génie, décoré de la croix de guerre, fils de M. Fumary de Gerville et de Mme, née Fournier.

MARIAGES

En la basilique de Sainte-Clotilde a été célébré, hier, le mariage de Mlle May d'Harcourt, fille de feu le marquis d'Harcourt et de la marquise, née Biron, avec le capitaine A. E. Balfour, des Gordon Highlanders, fils de M. R. D. Balfour, décédé, et de Mme Balfour. La bénédiction nuptiale a été donnée par l'abbé Verdier, curé de Sainte-Clotilde.

Les témoins de la mariée étaient : le marquis d'Harcourt, son frère, et le marquis de Saint-Sauveur, son cousin germain ; pour le marié : le général sir David Henderson, conseiller militaire à l'ambassade d'Angleterre, et le capitaine Leach.

La quête fut faite par Mlle D. d'Harcourt, accompagnée par M. Elie Decezes, et par



LE CAPITAINE BALFOUR ET Mlle d'HARCOURT (Phot. Cler)

Mlle de Chimay avec M. Paul de S. in-Sauveur. S. M. la reine Amélie de Portugal avait envoyé un télégramme de félicitations, et a exprimé ses regrets de ne pouvoir assister à la cérémonie.

DEUILS

Les obsèques de M. Adrien Mithouard, président du Conseil municipal de Paris, auront lieu mardi, à 10 heures du matin, aux frais de la Ville de Paris.

Le corps sera exposé à l'Hôtel de Ville. Après une cérémonie à Notre-Dame, le corps sera inhumé au cimetière Montparnasse.

Hier matin, à 10 heures, a eu lieu, en la basilique de Sainte-Clotilde, un service anniversaire à la mémoire du comte Louis de Clermont-Tonnerre, tombé glorieusement à l'ennemi.

BIENFAISANCE

C'est hier qu'a eu lieu, au Théâtre des Champs-Élysées, ainsi que nous l'avons annoncé, le grand festival musical organisé par la princesse Jacques de Broglie et la princesse Ernest de Ligne, duchesse de Guiche, baronne C. de Rochefort, marquise Salvago-Raggi, due et duchesse de Montmorency, baronne Edouard de Rothschild, baronne James de Rothschild, comtesse de Fels, comtesse de Bremond d'Arz, comtesse de Fitz-James, baronne David Leouine, Mme Achille Fould, Mme Klotz, comtesse B. de Clermont-Tonnerre, baronne de Koenigsberg, baronne Edmond de Rothschild, baron Robert de Rothschild, Mme Willy Blumenthal, Mme Cogne, baronne Van Zuylen, Mme Edgard Stern, M. Gautier de Clagny, M. Georges Calmann, etc., etc.

Le rôle du général Berdoulat pendant la guerre fut des plus brillants : commandant les troupes coloniales, puis les divisions américaines, il se couvrit de gloire. Il eut une large part dans de nombreuses journées glorieuses. Ses citations rappellent son intrépidité, son énergie, son mépris du danger. Gouverneur militaire de Paris, de Toulon, il est devenu, comme tant d'autres, une personnalité parisienne. — JEAN-BERNARD.

Les belles fleurs

Il y a, en ce moment, à Londres, une exposition où ont été réunies de tulipes s'éclipsent les unes les autres. Leur éclat va du rose-rouge au plus brillant au mauve-pur le plus délicat. L'une, des créations, nommée « Cupidon », présente à l'admiration des visiteurs de sœurs potées

La question de l'administration de l'Alsace-Lorraine continue à préoccuper les bons esprits. Nous éprouvons un certain embarras à imposer à nos sœurs retrouvées les petites coutumes tatillonnes, les préjugés étroits et le régime érigé du reste de la famille. L'administration française est semblable à un vieux ménage cacochyme, perclus d'infirmités, habitué à mener une existence maniaque et routinière, et qui retrouve soudain ses deux filles qui lui avaient été enlevées jadis par des bohèmes. Elles ont souffert, elles ont lutté, elles ont été élevées à la dure : elles ont le corps et l'âme solidement trempés. Elles ont su se créer, en exil, une forte personnalité. Les voici revenues, robustes et vaillantes, au foyer de leurs parents asthmatiques, gouteux, dyspeptiques et artério-scléreux. Habitues au grand air, elles vont étouffer dans cet appartement castré, et peut-on décemment leur offrir ces cachets, ces pilules et ces comprimés qui forment toute l'alimentation des craintifs vieillards ? Comment traiter deux jeunes filles aux joues roses lorsqu'on a le visage si gris ?

Par souci de symétrie et d'unification, par manie du nivellement, allons-nous passer toutes nos infirmités administratives à l'Alsace-Lorraine ? Allons-nous la dépouiller de ces précieuses qualités que nous lui envions ? Pour l'empêcher de se faire remarquer chez nous, faudra-t-il donc détruire ses téléphones, saboter ses transports, arrêter ses trains, détruire son hygiène publique ?

Voyons, raisonnons un peu : n'aurions-nous pas abordé le problème à rebours ? Pour jouir d'un régime administratif libéral et bienveillant, d'une langue judiciaire claire, d'un régionalisme fécond, de services publics bien organisés ; pour être délivrée de la tyrannie de la centralisation, entendre de la musique à discrétion, manger des petits gâteaux et danser en l'honneur de la victoire, la France n'aurait-elle pas intérêt à demander, par référendum, à M. Lebeureau d'être annexée à l'Alsace-Lorraine ?

Lettre de candidature

Le maréchal Pétain, dont nous avions annoncé la candidature à l'Académie des sciences morales et politiques, vient, en effet, d'adresser à cette Compagnie la lettre suivante, qui a été lue hier, en séance, par M. Lyon-Caen, secrétaire perpétuel :

Monsieur le secrétaire perpétuel,

J'ai l'honneur de poser ma candidature au siège d'académicien libre vacant par l'élection de M. Paul Deschanel à la section de morale. Veuillez agréer, etc.

Anniversaire

Comme l'annonçait *Excelsior*, l'anniversaire du bombardement de Saint-Gervais a été célébré, hier, dans l'église martyre. Dans ce qui demeure en état de la grande nef, se rangèrent les parents des victimes et les représentants officiels : M. le lieutenant-colonel Bracomier, représentant le président de la République ; M. Darrus, chef de cabinet, représentant le préfet de la Seine ; M. Chervier, représentant le préfet de police ; M. Sharp, ambassadeur des Etats-Unis ; M. Dunant, ministre de Suisse ; un conseiller de l'ambassade d'Espagne ; Mmes Poincaré et Autrand, l'abbé Cartier, deuxième vicaire de Saint-Gervais, a officié. Dans une allocution émue, le curé, M. Gauthier, annonça son projet d'ériger un monument aux victimes innocentes de la barbarie allemande. La célèbre maîtrise des Chanteurs de Saint-Gervais s'est fait entendre au cours de la cérémonie.

LE GENERAL BERDOULAT

Si on ne voyait les étoiles qui scintillent sur sa manche, et la plaque de grand officier de la Légion d'honneur qui croule sa poitrine, on dirait un jeune chef de bataillon, tant son allure est vive, tant sa physionomie est alerte. Il a cinquante-huit ans à peine ; on ne lui en donnerait pas cinquante, beaucoup moins, même.

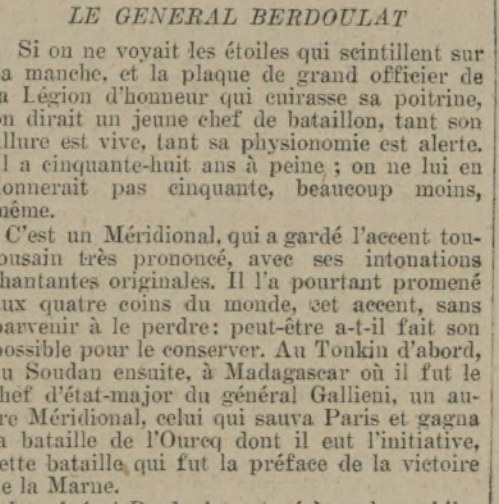
C'est un Méridional, qui a gardé l'accent toulousain très prononcé, avec ses intonations chantantes originales. Il l'a pourtant promené aux quatre coins du monde, cet accent, sans parvenir à le perdre : peut-être a-t-il fait son possible pour le conserver. Au Toulou d'abord, au Soudan ensuite, à Madagascar où il fut le chef d'état-major du général Gallieni, un autre Méridional, celui qui sauva Paris et gagna la bataille de l'Oureq dont il fut l'initiateur, cette bataille qui fut la préface de la victoire de la Marne.

Le général Berdoulat est né à quelques kilomètres de Toulouse, dans ce petit village de Pinsaguel qui est comme endormi sous le grand soleil de la-bas, sur les bords de la Garonne. Son père était un petit entrepreneur de maçonnerie, qui mettait la main à la truelle comme ses ouvriers. Il eut l'occasion de bâtir une petite maison de campagne pour un professeur de seconde du lycée de Toulouse, M. Petit, qui fit passer plusieurs générations sur les bancs de sa classe. C'est ce professeur qui, pendant les vacances, s'aperçut de l'intelligence délicate du jeune Berdoulat, alors âgé d'une douzaine d'années, et qui sortait de l'école communale du village en attendant qu'on lui apprit un métier, probablement celui de son brave homme de père.

Il faut faire travailler ce gaillard-là, dit le professeur au maître maçon.

Celui-ci se laissa facilement convaincre : il envoya l'enfant au lycée de Toulouse, dont il devint un des meilleurs élèves. Le père s'imposait des sacrifices, les journées étaient allongées, mais le jeune homme obtenait des succès, et passait son baccalauréat. Il aurait désiré entrer à l'Ecole navale, mais il avait, dès le début, à compter avec les nécessités de la vie. A dix-huit ans, il s'engagea au 57<sup>e</sup> régiment d'infanterie, où il resta onze mois soldat, suivant les cours spéciaux des volontaires d'un an, et préparant Saint-Cyr où il entra en 1882. Puis ce fut la carrière bien remplie d'un officier colonial : en 1903, il devint chef d'état-major du général Gallieni, alors gouverneur de Madagascar. Il conserva pour son chef un sentiment profond d'affection et de reconnaissance.

Le rôle du général Berdoulat pendant la guerre fut des plus brillants : commandant les troupes coloniales, puis les divisions américaines, il se couvrit de gloire. Il eut une large part dans de nombreuses journées glorieuses. Ses citations rappellent son intrépidité, son énergie, son mépris du danger. Gouverneur militaire de Paris, de Toulon, il est devenu, comme tant d'autres, une personnalité parisienne. — JEAN-BERNARD.



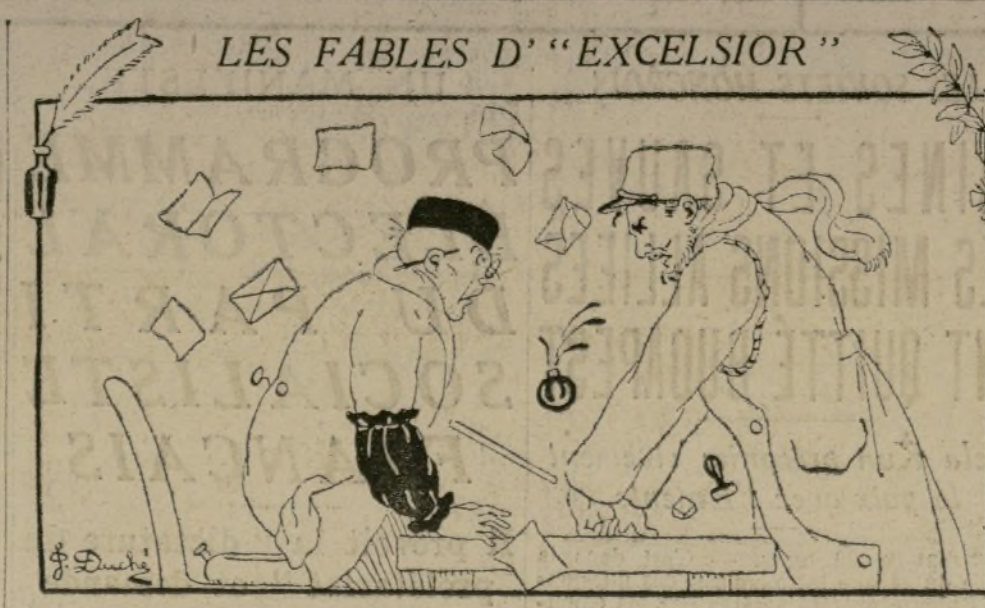
MISS ANDERSON

composés des représentants des syndicats, des associations, des femmes de lettres, des journalistes... ont élu des délégués.

Notre photographie représente miss

rouge-sang. Une autre, dépassant de beaucoup la taille des tulipes ordinaires, atteint un mètre de hauteur et porte fièrement son titre de « Reine de Wisbech ».

Les heureux horticulteurs dans les serres d'un tel pousse cette géante chuchota à l'oreille d'un visiteur que le phénomène du jour a été dans un fil de fibres de noix de coco et s'est désaltérée de l'eau la plus pure.



LE PYGMÉE ET LE GÉANT

Comme il sollicitait un emploi, le héros Fut reçu sans égards par Monsieur Lebeureau, Qui lui dit froidement cette chose imprévue : — Vous n'avez pas, mon brave, une assez bonne vue. — J'ai fait pourtant quatre ans le guet dans les créneaux, Et lorsque je visais, Monsieur, je visais juste », Fit en s'en allant le Poilu.

Un second Lebeureau le trouva peu robuste, Bien que, de ses poings résolus, Il eût manié la baïonnette et la grenade... Un troisième, enfin, par cette rebuffade, Crut en avoir raison : « Vous n'avez pas la taille Qu'exige ici l'Ad-mi-nis-tra-ti-on. »

Alors, le survivant des épiques batailles, L'homme bleu horizon, Se redressa, superbe : « Est-ce à l'accoutumée, Dit-il, que les pygmées Se gaussent des géants ? Silence, mécréant !

Je suis plus grand que les héros d'Homère, Et que les grognards de Napoléon, Plus grand que les plus grands que l'histoire énumère, Et qui peuplent les Panthéons. »

Il parlait avec tant de flamme, Que devenu soudain craintif, Derrière son bureau, l'arrogant plumitif, La mort dans l'âme, Fit prudemment Une petite entorse au Rè-gle-ment.

Jacques CESANNE.

Mary Anderson, la déléguée des ouvriers d'Amérique auprès de la Conférence de la paix.

Trop de zèle

C'était en septembre 1914. A la suite du président de la République, les autorités quittaient Paris pour Bordeaux. A l'Hôtel de Ville, le regrettable président du Conseil municipal de Paris, Adrien Mithouard, rencontrait le préfet d'alors, M. Delanney, qui s'apprêtait, lui aussi, à quitter la capitale.

— Eh ! quoi, vous partez, lui dit-il ? — Oui, je suis le gouvernement.

— Non ! Non ! Vous ne partez pas ! Cela n'est pas possible ! Votre place est ici, déclara avec véhémence le président du Conseil municipal.

Il se montra si pressant, si éloquent, qu'il n'eut pas de peine à persuader le préfet, d'ailleurs très courageux, à demeurer dans la capitale menacée.

Et comme M. Mithouard, quelques instants après cette scène, la racontait à l'un de ses collègues : — Qu'avez-vous fait là, mon cher ? lui dit l'autre. Il fallait laisser partir le préfet. Lui à Bordeaux, vous deviez la première personne, le chef véritable de l'Hôtel de Ville. Vous réalisiez le vœu qu'expriment vainement, depuis des siècles, les représentants de la Ville de Paris.

— C'est vrai ! confessa avec humilité M. Adrien Mithouard.

Poisson d'avril

Les vitrines des confiseurs, si délectables pendant la guerre, se garnissent des charbonnières traditionnelles. A la place de l'obus de carton et du poil qui se dévoile, voici l'œuf de pâques en chocolat, et le poisson d'avril.

Le poisson d'avril, on le sait, est le nom vulgaire donné à une plaisanterie d'usage le 1<sup>er</sup> avril. Elle consiste à faire courir injustement un homme d'une maison dans une



LES COURSES

Dessin inédit par Albert Guillaume

Il y aura un Grand Prix, cette année... On va enfin savoir quand on doit partir à la campagne.

autre, sur la fin d'une fausse nouvelle. Quelle est l'origine du poisson d'avril ? Elle n'est pas antérieure au déluge.

Les doctes disent que le poisson d'avril est une allusion indécente à ce qui arriva, le 3 avril, à Notre Sauveur... Comme les Juifs le renvoyèrent d'un tribunal à l'autre, et lui firent faire diverses courses par manière d'insulte et de dérision, on a pris de là la froide coutume de faire courir et de renvoyer d'un endroit à l'autre les gens dont on veut se moquer.

Mais à en croire l'Origine des Proverbes et le Dictionnaire de Treceux, le mot poisson aurait été insensiblement substitué, par corruption, à celui de passion. Quoiqu'il y ait peu d'analogie entre poisson et passion, cette explication peut être admise.

Chapeaux printaniers

Reprenant ses traditions d'avant guerre, Mme Pestour fait, cette semaine, une exposition de modes de printemps. Elle a réussi à présenter, au prix unique et modique de 40 francs, des modèles vraiment originaux, qui attireront les élégantes au 45 de la rue Caumartin.

Les courses vont reprendre...

Toutes les femmes, pour la reprise des courses, vont lutter d'élégance... Celles qui savent la séduction d'un parfum de choix, s'exhalant, toujours le même, de leur personne, adopteront la Poudre d'Or d'Orsay, parfumée aux senteurs en vogue : « Fleur Bleue », « Fleur de France » ou « Roses d'Orsay », et ainsi leur visage, idéalisé par une poudre de riz adhérente et impalpable, existera en une gamme choisie de nuances, refluera une indéfinissable beauté.

LE PONT DES ARTS

Le Message de d'Annunzio à la France, dont nous avons publié hier les principaux passages, paraîtra intégralement en librairie le 3 avril, sous le titre : *Aveux de l'ingrat*, chez Bernard Grasset.

La reprise des concours de Rome a été votée hier par l'Académie des Beaux-Arts, qui a aussi avisé de ce vote le ministre de l'Instruction publique en lui demandant de bien vouloir l'approuver.

Quelques détails sur les conditions nouvelles des concours sont intéressants.

L'Académie admettrait à ces concours, naturellement, les artistes mobilisés, en reculant pour eux les délais d'âge, c'est-à-dire en ne tenant compte que de leur âge qu'ils avaient au moment de leur mobilisation.

« Rien de plus juste, rien de plus logique. »

D'autre part, l'Académie, qui, depuis 1914, n'a pu décerner aucun prix de Rome, se réserverait la faculté d'en attribuer plusieurs dans chacune des sections de peinture, sculpture, gravure, architecture et composition musicale.

Enfin, les concours de Rome auraient lieu, cette année, par exception, en juillet, et les jugements seraient rendus en octobre.

Aujourd'hui dimanche, à 3 heures, au Cercle Français, le comité de la propagande balkanique donnera une conférence sur les atrocités commises dans les Balkans par les Bulgares. MM. Pritchett et Venizelos assisteront à la conférence.

Aujourd'hui, à 4 h. 1/2, à la Faculté de Droit, M. Géraud d'Arnauld, professeur d'économie politique à l'Université de Gênes, fera sa première conférence sur « Les Traditions de la pensée latine et les relations économiques franco-italiennes après la signature de la paix ».

LA CURIOSITÉ

La troisième vente Degas. — C'est un bon placement, dit-on communément, que d'acheter des œuvres d'art.

Certes, il est vrai qu'à de rares exceptions près ces objets ne diminuent pas de valeur, et que, bien au contraire, ils subissent presque toujours une certaine plus-value, qui, quelquefois même, paraît invraisemblable, les siècles n'ayant pas eu le temps de leur donner la patine qui souvent en fait le prix.

Un Degas — non prestigieux pour les amateurs de la vérité du dessin et de la peinture — vient de confirmer ce qui précède d'une façon sensationnelle. Un tableau du maître, un de ses plus beaux, il est vrai, le *Foyer de la Danse*, qui avait été acheté 1200 francs en 1888, vient d'être adjugé, avant-hier, à l'Hôtel Drouot, par M. Lair-Dubreuil, au prix de 130.000 francs — cent trente mille.

Il n'est certes pas surprenant, après cela, que la troisième vente Degas soit l'objet de nombreux commentaires.

Que deviendront ces toiles dans l'avenir ? L'exemple est là pour nous en éclairer.

C'est à la Galerie Petit, les lundi 7, mardi 8 et mercredi 9 avril, que seront dispersés les toiles provenant de l'atelier du maître, et qui constituent la troisième vente.

Les enchères seront dirigées par M. Lair-Dubreuil et Ed. Petit, assistés de MM. Bernheim jeune, Durand-Ruel et Vollard.

Deux jours d'exposition précéderont la vente (particulière le samedi 5 avril, publique le dimanche 6).

Hôtel Drouot. — Salle 1 : Exposition publique au verso d'art, de succès, Werck. Important ensemble d'objets d'art chinois, jade, ivoires, émaux, meubles, paravents, etc. M. Jules Brod, commissaire-priseur.

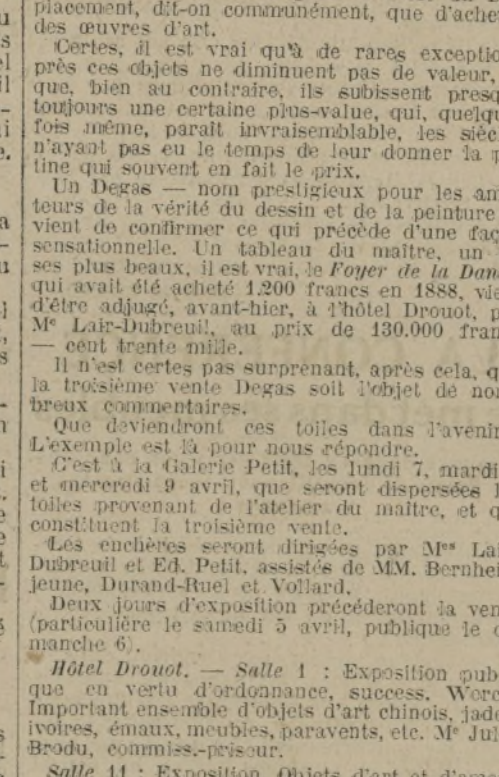
Salle 11 : Exposition. Objets d'art et d'ameublement, sièges et meubles du dix-huitième siècle, tapisseries, tapis M. Baudouin, MM. Mannheim.

Galerie Petit. — Exposition. Succession Heintzschel. Objets d'art, tableaux anciens, sculptures, tapisseries anciennes (M. Lair-Dubreuil, MM. Pauline et Lasquin).

LE VIEILLEUR

Mme MELBA RETOUR D'AMÉRIQUE

La cantatrice Nellie Melba vient de rentrer à Londres, après avoir, au cours d'un long séjour en Amérique, chanté, au théâtre et dans les concerts, au bénéfice de l'œuvre de la Croix-Rouge. Sait-on quelle somme la grande artiste a ainsi gagnée et recueillie au profit des blessés ? 2.500.000 francs. Le chiffre est d'importance, mais n'étonnera pas tous ceux qui connaissent le talent de Mme Melba et la générosité du cœur américain.



Mme NELLIE MELBA

photographiée à son retour d'Amérique

Comédie-Française. — On a de meilleures nouvelles de la santé de Mme Pierson, qui est assez gravement souffrante, comme nous l'avons dit.

Mme Kolb, également, est souffrante. On espère que l'excellente artiste sera en peu de jours rétablie.

La Comédie-Française vient de recevoir *Un Homme en marche*, pièce en trois actes, en prose, de M. Henry Marx.

Opéra-Comique. — Léger incident, hier soir, à l'Opéra-Comique. Deux personnes se sont vu refuser l'entrée du contrôle. Renseignements pris, ces personnes avaient acheté des billets revendus avec majoration.

La direction nous prie d'annoncer que, pour les spectacles de samedi 5 et dimanche 6 avril, la location ne sera ouverte qu'à partir de demain lundi.

Il y a danses et danses ! — M. Camille Rhot, délégué par l'Association générale des maîtres à danser, ayant été nommé par le directeur du cabinet du ministre de l'Intérieur, pour lui exposer les revendications formulées par cette Association, a obtenu la réglementation suivante :

1<sup>o</sup> Afin d'éviter les abus commis par certaines personnes qui se servent du titre de professeur de danses pour organiser des réunions clandestines, ne seront autorisés à exercer publiquement cette profession que les membres de l'Association générale des maîtres à danser ou tout au moins les professeurs agréés par elle :

2<sup>o</sup> Quant au nombre d'élèves à recevoir dans une salle, il ne pourra pas dépasser un couple par mètre carré de superficie ;

3<sup>o</sup> L'admission aux cours de danses sera contrôlée, et chaque élève devra être inscrit sur un registre spécial tenu par la direction du cours, qui lui remettra une carte d'entrée nominative ;

4<sup>o</sup> Les professeurs autorisés à exercer pourront tenir leurs cours de danses ouverts, pour la période actuelle, jusqu'à 23 heures ;

5<sup>o</sup> Un buffet pourra être tenu dans des cours de danses, à la condition expresse de



Il y aura un Grand Prix, cette année... On va enfin savoir quand on doit partir à la campagne.

THÉÂTRES

A L'OPÉRA-COMIQUE

REPRISE DE *La Reine Fiammette*, de CATULLE MENDÈS ET XAVIER LEROUX

J'avais gardé un excellent souvenir de ce conte dramatique, dont je rendis compte jadis, en en célébrant la tendresse, la sensibilité, la grâce, la fraîcheur, la poésie, la gaieté et l'éclat. Toutes ces impressions se sont retrouvées, aussi vivaces qu'au premier jour. Seulement, puisque le public n'a pas oublié, aujourd'hui, que les qualités de cette charmante partition, sans se soucier le moins du monde des détails qui la déparent, je ferai comme le public et j'applaudirai des deux mains au succès qu'accueille cette reprise. Mais je m'excuse, mes braves, le regret qu'un succès aussi complet et enthousiaste ne se soit produit qu'un lendemain de la mort du compositeur, regrette, comme si, dans notre carrière, nous étions interdits presque toujours de vivre des heures entièrement glorieuses. Et pourtant Leroux fut de ceux pour qui la fortune fut le moins ingrate. Presque tous ses ouvrages, à peine terminés, commencent à se jouer, et finissent, à l'heure même, l'affiche pour qu'à l'heure même notre pauvre ami ait pu, sans être inquiet sur leur sort, s'endormir du dernier sommeil.

Voulant rendre hommage à sa mémoire, M. Albert Carré et les frères Isola ont tenu à ce que la pièce fût aussi admirablement montée et comme mise en scène et comme interprétation, que lors de son apparition. Mlle Fanny Heldy était toute désignée pour reprendre l'inoubliable création de miss Mary Garden. Elle a pleinement réussi dans cette tentative, et toute la soirée a été pour elle qu'une longue suite d'ovations amplement justifiées. La distribution de *Fiammette* est trop nombreuse pour qu'avec le peu de place dont je dispose, je sois possible d'entrer dans des détails, et cependant ils le mériteraient, grande, tant les excellents artistes qui s'appellent MM. Boyle, Baugé, (exclus à la 1<sup>re</sup> acte), Allard, Vaur, Azéma ; Mmes Thépaine, Bourguignon, G. Ball, Famin, Roney, Billa-Azéna, et l'excellent chef d'orchestre, M. Albert Wolff !

Fernand LE BORNE.

Mmes CHENAL ET MARY GARDEN JOUERONT "FAUBLAS"

Nous avons dit que c'est à l'Opéra que serait créé *Faublas*, le nouveau drame lyrique de Camille Erlanger. La mise en scène promet d'en être originale et somptueuse. L'œuvre comporte deux rôles de femme extrêmement importants. L'un sera créé très probablement par Mlle Marie Garden, actuellement en Amérique, l'autre par Mlle Marthe Chenal — qui jouera le rôle de *Faublas*. C'est dire que Mlle Chenal paraîtra pour la première fois dans un rôle de travesti ; et l'on peut être sûr que la belle artiste portera le pourpoint et l'épée avec autant d'élégance que, naguère, le peplum d'Aphrodite.

Mme MELBA RETOUR D'AMÉRIQUE

La cantatrice Nellie Melba vient de rentrer à Londres, après avoir, au cours d'un long séjour en Amérique, chanté, au théâtre et dans les concerts, au bénéfice de l'œuvre de la Croix-Rouge. Sait-on quelle somme la grande artiste a ainsi gagnée et recueillie au profit des blessés ? 2.500.000 francs. Le chiffre est d'importance, mais n'étonnera pas tous ceux qui connaissent le talent de Mme Melba et la générosité du cœur américain.



Mme NELLIE MELBA

photographiée à son retour d'Amérique

Comédie-Française. — On a de meilleures nouvelles de la santé de Mme Pierson, qui est assez gravement souffrante, comme nous l'avons dit.

Mme Kolb, également, est souffrante. On espère que l'excellente artiste sera en peu de jours rétablie.

La Comédie-Française vient de recevoir *Un Homme en marche*, pièce en trois actes, en prose, de M. Henry Marx.

Opéra-Comique. — Léger incident, hier soir, à l'Opéra-Comique. Deux personnes se sont vu refuser l'entrée du contrôle. Renseignements pris, ces personnes avaient acheté des billets revendus avec majoration.

La direction nous prie d'annoncer que, pour les spectacles de samedi 5 et dimanche 6 avril, la location ne sera ouverte qu'à partir de demain lundi.

Il y a danses et danses ! — M. Camille Rhot, délégué par l'Association générale des maîtres à danser, ayant été nommé par le directeur du cabinet du ministre de l'Intérieur, pour lui exposer les revendications formulées par cette Association, a obtenu la réglementation suivante :

1<sup>o</sup> Afin d'éviter les abus commis par certaines personnes qui se servent du titre de professeur de danses pour organiser des réunions clandestines, ne seront autorisés à exercer publiquement cette profession que les membres de l'Association générale des maîtres à danser ou tout au moins les professeurs agréés par elle :

2<sup>o</sup> Quant au nombre d'élèves à recevoir dans une salle, il ne pourra pas dépasser un couple par mètre carré de superficie ;

3<sup>o</sup> L'admission aux cours de danses sera contrôlée, et chaque élève devra être inscrit sur un registre spécial tenu par la direction du cours, qui lui remettra une carte d'entrée nominative ;

4<sup>o</sup> Les professeurs autorisés à exercer pourront tenir leurs cours de danses ouverts, pour la période actuelle, jusqu'à 23 heures ;

5<sup>o</sup> Un buffet pourra être tenu dans des cours de danses, à la condition expresse de



Il y aura un Grand Prix, cette année... On va enfin savoir quand on doit partir à la campagne.

Ayuntamiento de Madrid



*Toulouse est entièrement dessaisie du précieux dépôt qu'elle conserva quatre ans. L'arrière-garde des trésors artistiques, les toiles du Luxembourg, est en route pour Paris.*

A black and white photograph of a grand, ornate interior room, likely a museum or a grand residence. The room features a large, detailed tapestry or mural on the back wall depicting a classical scene with many figures. The floor is covered with a large, patterned rug. In the foreground, there is a small table with a vase, a chair, and a small stove or heater. To the right, a large, ornate sofa is visible. The room is filled with various decorative elements, including vases, statues, and architectural details.

\_\_\_\_\_



\_\_\_\_\_

vraiment jeune que sous le chapeau.

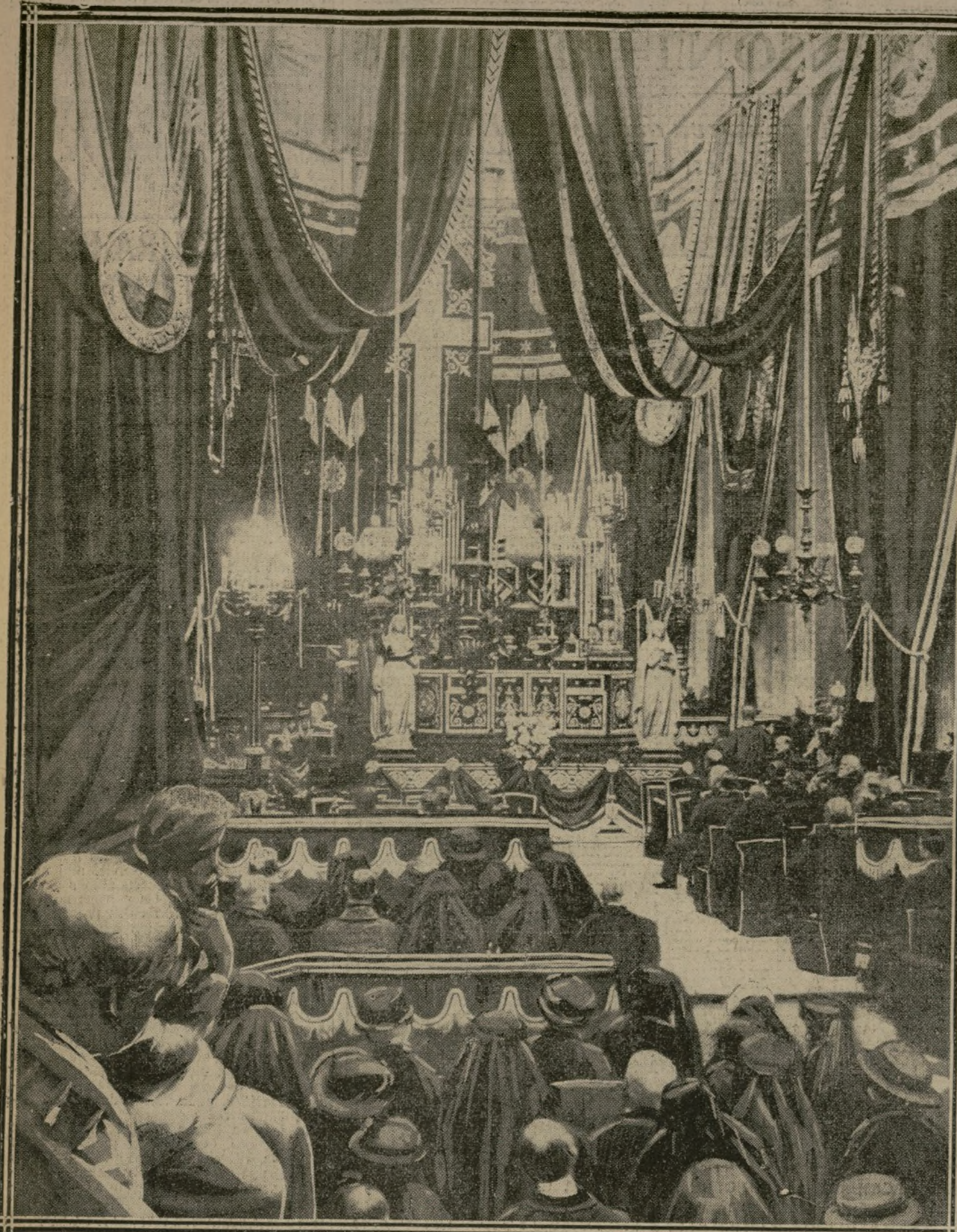
\_\_\_\_\_

18

18



L'ANNIVERSAIRE DU BOMBARDEMENT DE SAINT-GERVAIS LES YUGO-SLAVES ACCLAMENT LA FRANCE ET L'AMÉRIQUE



LA NEF DE L'ÉGLISE DÉCORÉE DE DRAPERIES NOIRES PENDANT LA CÉRÉMONIE D'HIER. Au milieu des nombreux fidèles qui se pressaient hier à Saint-Gervais se tenait un groupe important de personnes en deuil : les parents des victimes. Dans le cadre de cette église, magnifiquement décorée de tentures et de drapeaux, la cérémonie fut pleine de grandeur. L'abbé Cartier, deuxième vicaire, officiait.



DANS L'ÎLE DE LISSA UN MARIN PROMÈNE UN PORTRAIT DU PRÉSIDENT WILSON. Les navires français et américains croisant sur la côte dalmate viennent d'être accueillis par les Yougo-Slaves avec un enthousiasme extraordinaire. Dans l'île de Lissa, on a porté en triomphe le commandant du torpilleur français "Somali" et promené au milieu des acclamations le portrait du président Wilson.

NOTRE CONCOURS DES LIVRES CÉLÈBRES

TREIZIÈME ET DERNIÈRE LISTE DES LIVRES PARMI LESQUELS SE TROUVENT CEUX DE NOTRE CONCOURS

Les douze listes précédentes ont paru les 5, 12, 19, 26 janvier, 2, 9, 16, 23 février, 4, 9, 16 et 23 mars.

Nous avons annoncé que le centième et dernier dessin, avec le centième et dernier Bon, paraîtrait dans le numéro du **vendredi 11 avril**, et que la feuille de réponse récapitulative serait publiée dans le numéro du **samedi 12 avril**. Nous aurons soin d'accompagner la feuille de réponse récapitulative d'un certain nombre d'avis importants rappelant et résumant ceux déjà donnés. Nous conseillons aux concurrents d'en prendre complète connaissance avant d'écrire quoi que ce soit sur leur feuille de réponse, celle-ci ne devant porter ni rature, ni surcharge, ni grattage, ni collage, sous peine de nullité d'une réponse écrite contrairement à cette recommandation. Par les notes publiées déjà les dimanches 16 et 23 mars en tête des listes de livres, et les 27 et 28 mars dans le **Courrier du Concours**, nos concurrents sont d'ailleurs déjà au courant des questions qu'ils auront à ne pas perdre de vue au moment de remplir leur feuille de réponse récapitulative.

- Angé Pitou, par Alexandre Dumas père.
- Les Antibes, par Emile Pouillon.
- Athalie, par Racine.
- Le Chef des Odeurs Suaves, par Robert de Montesquiou.
- Chronique du règne de Charles IX, par Prosper Mérimée.
- Contes et Scènes de la Vie de famille, par Mme Desbordes-Valmore.
- Contes sur porcelaine, par Jean Madeline.
- Les Deux Masques, par Paul de Saint-Victor.
- L'Ecole des Vieillards, par Casimir Delavigne.
- Embrassons-nous, Follville, par Eugène Labiche.
- L'Évolution de la Matière, par Gustave Le Bon.
- Faubourg Montmartre, par Henri Duvernois.
- La Glu, par Jean Richepin.
- Une Grande Dame aimée, par Adolphe Aderer.
- La Guerre de demain, par le capitaine Danrit.
- Histoire de Sybille, par Octave Feuillet.
- Les Idées de Madame Aubray, par Alexandre Dumas fils.
- L'Idylle de Marie Biré, par Franc-Nohain.
- Jeune d'Arc, par Schiller.
- Jours d'Épreuve, par Paul Margueritte.
- Leçons sur les Phénomènes de la Vie, par Claude Bernard.
- Lettres de France et d'Italie, par Paul-Louis Courier.
- Le Lieutenant Bonnet, par Hector Malot.
- Lydie, par Henri Lavedan.
- Madame de Sévigné, par Emile Faguet.
- La Maison de Péreire, par Jules Sandeau.
- Le Marchand de Bonheur, par Henry Kistemackers.
- Mauprat, par George Sand.
- Mazimes de La Rochefoucauld.
- Mémoires du prince de Talleyrand.
- Métaphysique et Esthétique, par Schopenhauer.
- Mon Amie, par Jacques des Gachons.
- Monsieur Badin, par Georges Courteline.
- Le Mort vivant, par A. Stevenson.
- La Mort irritée, par François de Nion.
- Les Mots d'espérer, par Ferdinand Brunetière.
- Napoléon et sa Famille, par Frédéric Masson.
- Nell Horn, par J.-H. Rosny.
- Les Noces corinthiennes, par Anatole France.
- Notre Patrie, par Charles Péguy.
- Les Nourritures terrestres, par André Gide.
- Nos Intimes, par Victorien Sardou.
- Œdes funambulesques, par Théodore de Banville.
- L'Odyssée, par Homère.
- L'Ombre des Jours, par la comtesse Mathieu de Noailles.
- Les Palais nomades, par Gustave Kahn.
- Le Panache, par Edmond Gondinet.
- Le Père Goriot, par Honoré de Balzac.
- La Petite Ville, par Picard.
- Le Philosophe marié, par Destouches.
- La Philosophie de la Longévité, par Jean Finot.
- Au Pôle antarctique, par Nordenskjöld.
- Polyphème, par Albert Samain.
- Poèmes barbares, par Leconte de Lisle.
- Poèmes saturniens, par Paul Verlaine.
- Poésies, par Ronsard.
- La Promenade des Anglais, par Alphonse Karr.
- Les Premiers Principes, par Herbert Spencer.
- La Psychologie du scepticisme, par Emile Boutroux.
- P'tit Mi, par René Maizeroy.
- Les Quatre Saisons, par Stuart Merrill.
- Qui perd gagne, par Alfred Capus.
- De la réalité des Mondes sensibles, par Jean Jaurès.
- Ragotte, par Jules Renard.
- La Raconne, par Marcelle Tinayre.

- Les Rantzau, par Erckmann-Chatriaux.
- Récits d'un Chasseur, par Ivan Tourgueniev.
- Le Régiment, par Jules Mary.
- Reisebilder, par Henri Heine.
- Les Rencontres de M. de Bréot, par Henri de Régnier.
- La Reine Marie-Antoinette, par Pierre de Nolhac.
- La Revanche de Paris, par Jules Laforgue.
- Les Réveries d'un Promeneur solitaire, par Jean-Jacques Rousseau.
- Le Retour de Jérusalem, par Maurice Donnay.
- Le Rire rouge, par Leonide Andrieff.
- Robes rouges, par Paul Adam.
- Les Rots en exil, par Alphonse Daudet.
- Le Roman de Miraut, chien de chasse, par Louis Pergaud.
- Le Roman d'un Enfant, par Pierre Loti.
- Roméo et Juliette, par Shakespeare.
- Du sang, de la volupté, de la mort, par Maurice Barrès.
- Satires, par Juvénal.
- La Science du Bonhomme Richard, par Benjamin Franklin.
- Sémiramis, par Josephin Peladan.
- Serres chaudes, par Maurice Maeterlinck.
- Le Siècle de Louis XIV, par Voltaire.
- Simplex Contes des Sept Collines, par Rudyard Kipling.



DESSIN N° 88. — A QUEL LIVRE SE RAPPORTE CE DESSIN ? Répondre sur le bon revêtu du même numéro d'ordre que ce dessin et publié en tête de la première page.

- Les Sœurs Vatar, par J.-K. Huysmans.
- La Sorcière, par Michelet.
- Souvenirs de la Maison des Morts, par Dostoïewsky.
- Les Stances, par Jean Moréas.
- Ton Sang, par Henry Bataille.
- Le Tour du Monde en 80 Jours, par Jules Verne.
- Toussaint Louverture, par Lamartine.
- Les Trappeurs de l'Arkansas, par Gustave Aimard.
- Les Travailleurs de la Mer, par Victor Hugo.
- La Valeur de la Science, par Henri Poincaré.
- Vie de Napoléon, par Stendhal.
- La Vie des Hommes illustres, par Plutarque.
- Les Vies encloses, par Georges Rodenbach.

- Récapitulation des Errata publiés précédemment :
  - 1<sup>re</sup> liste (5 janvier), au lieu de : Voyages de Gulliver, par Sullivan, lire par Swift.
  - 2<sup>e</sup> liste (12 janvier), la Femme de Claude, par Alexandre Dumas fils, a été encore donnée dans la 1<sup>re</sup> liste (29 janvier), il ne s'agit que d'un seul et même livre.
  - De même pour l'Orme du Mail, par Anatole France, donné deux fois, 2<sup>e</sup> liste (12 janvier) et 3<sup>e</sup> liste (19 janvier).
  - Idem le Comte Kostia, par V. Cherbuliez, 2<sup>e</sup> liste (12 janvier) et 7<sup>e</sup> liste (16 février).
  - 2<sup>e</sup> liste (12 janvier), au lieu de Mémoires d'un simple soldat, par G. Riou, lire : Journal d'un simple soldat (guerre et captivité), par G. Riou.
  - 2<sup>e</sup> liste (12 janvier), la Reine Margot, lire par Alexandre Dumas père. — Les Liaisons dangereuses, par Choderlos de Laclos, au lieu de Choderlos de Laclos.
  - 6<sup>e</sup> liste (9 février), au lieu de la Dame de Croix-Mort, par Georges Ohnet, lire les Dames de Croix-Mort, par Georges Ohnet.
  - 8<sup>e</sup> liste (23 février), le Roman de la Rose, porté sans nom d'auteur, est de Guillaume de Lorris pour la première partie, et de Jean de Meung pour la deuxième partie.
  - 8<sup>e</sup> liste (23 février), Brigid et sa Fille, par Alfred Capus, et non André Capus.
  - 9<sup>e</sup> liste (4 mars), le Collier de la Reine est par Alexandre Dumas père, et non par Alexandre Dumas fils.
  - 10<sup>e</sup> liste (9 mars), au lieu de Christobal le Poète, par J.-J. Tharaud, lire Cristobal le Poète, par Jean-Antoine Nau. Au lieu de le Secret de la Mort, par Paul Bourget, lire le Sens de la Mort, par Paul Bourget.
  - 12<sup>e</sup> liste (23 mars), Judas Iscariote est de Leonide Andrieff et non pas de Maxime Gorki.

**COURRIER DU CONCOURS**  
LA DERNIÈRE LISTE DES LIVRES  
On trouvera dans ce numéro la treizième et dernière liste de livres, ainsi que les dates auxquelles ont paru les douze précédentes.  
NOUS RAPPELONS AUX CONCURRENTS  
qu'ils ne doivent pas attendre la fin du concours pour se procurer les Bons qui pourraient leur manquer, car tous devront être joints à la feuille de réponse récapitulative. Toute demande doit être accompagnée du montant, à raison de 0,10 par numéro, et être adressée à Excelsior (service du concours), 20, rue d'Enghien, Paris.

NOUS CONSEILLONS AUX CONCURRENTS de lire tous les jours le courrier du concours. Les réponses générales rappellent les principales conditions auxquelles ils ont à se conformer rigoureusement.

— Une vieille lecture d'Excelsior, à Paris. L'envoi des réponses doit être fait à des dates que nous avons indiquées dans notre numéro 23 mars, et que nous rappellerons sur la feuille de réponse récapitulative. Quant au résultat du concours, nous pensons que le jury pourra mener ses opérations vers le 10 mai. Vous mettrez votre adresse à la campagne, si c'est que vous envoyez votre feuille de réponse, règlement donné, en effet, à un concurrent le 10 avril. Envoyez deux feuilles de réponse : il y a que ces deux réponses, étant différentes, ne se fondent pas et sont considérées comme émanant de deux concurrents.  
— Proust, à Nancy. — Nous avons dit bien des fois déjà que seule serait la feuille de réponse récapitulative, qui doit être établie sans aucune grattage. Certains Bons pourront en porter pour cela que cette feuille est exigée ainsi. Bons doivent tous être remplis, comme l'a dit le règlement général. Voyez nos différents Bons ce sujet.  
— Sans cervelle. — Même délai que pour les Bons de France, par suite des difficultés de la guerre.  
— Euler. Ce titre ne figure pas dans nos Bons.  
— Premia tantum. — Si vous faites le concours avec les réponses mêmes que vous avez trouvées une base pour estimer ce que les Bons valent.  
Mariages rich., honn., p. H.-S.-S. Mais dans le Select Office, 237, r. Saint-Denis, Paris. T. 10. aura ont trouver de leur côté. Lisez notre courrier du concours des 27 et 28 mars.

Pour rendre votre chauffeur digne de votre nouvelle voiture habillez-le  
**AUX MARINS**  
7-9, Av. de la Grande-Armée  
PARIS  
Les NOUVEAUTÉS D'ÉTÉ sont arrivées  
Envoi franco du nouveau Catalogue

L'ALCOOL de MENTHE DE  
**RICQLÈS**  
est un produit hygiénique indispensable

**AUTOMOBILISTES ! ATTENTION !**  
80 % des Constructeurs d'automobiles emploient la  
**BOUGIE EYQUEM**  
85 % des Voitures au Front en étaient munies !  
EN VENTE dans tous les GARAGES







